

L'Essentiel du DSI

Tech & Business

3^e trimestre 2026

ERP et IA : la valeur d'abord, la technologie ensuite

Métiers

**Composants IT :
quand la flambée
des prix bouleverse
la gestion projet**

Business & Tech

**RPA et IA agentique :
changer d'échelle
sans perdre
le contrôle**

Focus

**Sans RSSI, quelle
posture cyber
pour le DSI ?**





OCI INFORMATIQUE & DIGITAL

Relevons vos défis du quotidien grâce au digital !



Sublimez votre informatique



Propulsez vos équipes



Enchantez vos clients

www.oci.fr

09 69 39 40 60

Édito

L'innovation ne tient que par les fondations qui la supportent



Romuald VALICHON

Directeur général
du Groupe OCI

Il n'y a pas de magie en informatique. À l'heure où l'IA sature l'espace médiatique et les attentes des directions générales, le rôle du DSI d'ETI n'a jamais été aussi complexe. Et paradoxalement, aussi stratégique.

Le contraste est saisissant. D'un côté, l'entreprise exige une transformation rapide et visible. On demande à la DSI d'insuffler de l'IA au cœur de l'ERP pour révolutionner les processus, ou de capter l'innovation issue du « AI Shadow » déployé spontanément par les collaborateurs.

De l'autre côté, la DSI doit affronter au quotidien des défis silencieux mais vitaux. Comment assurer une cybersécurité robuste quand on ne dispose pas d'un RSSI à temps plein ? Comment maîtriser l'envolée des coûts d'architecture cloud aux modèles de plus en plus complexes ? Comment, enfin, anticiper la bombe à retardement des compétences, quand le code informatique généré par la machine exige plus que jamais le regard critique d'équipes internes expertes ?

Ce troisième numéro de *L'Essentiel du DSI* explore cette double injonction et rappelle une règle d'or : l'innovation véritable ne tient que par les fondations qui la supportent.

Notre dossier consacré au mariage entre l'ERP et l'IA illustre parfaitement cette réalité. Derrière la technologie, le succès repose sur des piliers très concrets : la propreté des données historiques, la solidité des processus et l'adhésion des métiers. Sans ces prérequis, la technologie tourne à vide.

Aujourd'hui, le DSI doit assumer pleinement son rôle d'architecte du réel. Face au Comex, il lui faut avoir le courage d'imposer le renforcement des fondations avant de céder aveuglément à l'urgence de la nouveauté. C'est à ce prix que l'IT protégera l'entreprise tout en nourrissant durablement sa croissance.

Bonne lecture !

L'Essentiel du DSI est édité par la société
GROUPE OCI SAS, au capital social de 613 500 €,
immatriculée au RCS de Strasbourg
sous le numéro 502 770 118
Siège social : 2 rue Ampère, 67450 Mundolsheim
Tél. : 09 69 39 40 60
Directeur de la publication : Frédéric VACHER
Conception et rédaction : Les Echos Publishing
filiale du Groupe Les Echos - Société anonyme
au capital de 306 000 000 euros - 349 037 366
RCS Paris

Mis sous presse le 17 septembre 2026 - N°03 - Dépôt légal septembre 2026
Imprimerie MAQPRINT (87) • Photo couverture : Jordan Lye-Gettyimages



Attractivité : la France conserve sa couronne

Dans une conjoncture mondiale difficile, l'Europe a subi un recul des investissements internationaux. Selon le dernier baromètre EY, en 2025, les projets d'investissements directs étrangers (IDE) ont diminué de 7 %, faisant du Vieux Continent la région la plus délaissée. Pour autant, plus de 5 000 décisions d'investissement ont été recensées dans 47 pays européens. Et dans ce contexte tendu, avec 852 projets recensés en 2025, la France a conservé pour la 7^e année consécutive sa place de première destination européenne pour les investissements étrangers, devant le Royaume-Uni (730 projets) et l'Allemagne (548). Sur le front de l'emploi, la performance française apparaît également plus solide que celles de ses voisins. Les IDE ont permis de générer 28 000 emplois en 2025. Un chiffre en baisse de 4 % sur un an, bien loin des -25 % enregistrés à l'échelle européenne. Cette résistance repose, en partie, sur le dynamisme de plusieurs secteurs stratégiques dans lesquels la France confirme son positionnement comme l'intelligence artificielle, les énergies bas-carbone ou encore la défense.



STOCKADBE.COM

Les PME appréhendent 2027

Les résultats de ce baromètre de Bpifrance traduisent le peu de confiance des dirigeants de TPE-PME dans l'évolution de la situation économique. L'indicateur prévisionnel d'activité pour 2027 recule, en effet, de 5 points sur un an, à +8, très loin de sa moyenne de long terme (+24). Dans le détail, 24 % des chefs d'entreprise prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires, contre 16 % qui anticipent une baisse. Le solde reste positif, mais il se rapproche des plus bas observés en 2013 au lendemain de la crise financière.

Cette perte de confiance touche presque tous les profils d'entreprises. À signaler tout de même que les TPE basculent en territoire négatif, à -5, signe d'une inquiétude plus marquée dans les plus petites structures. Les PME, les entreprises innovantes et les plus internationalisées conservent des anticipations plus favorables, mais elles restent, elles aussi, en dessous de leurs standards historiques.

Les écarts sectoriels sont marqués. L'industrie demeure le secteur le plus résilient, avec un indicateur prévisionnel d'activité à +20, malgré un recul de 3 points. Le commerce suit de loin, à +8. À l'inverse, les perspectives se dégradent franchement dans les transports et surtout le tourisme.

Dans les services, la situation est plus contrastée : les services aux entreprises restent légèrement porteurs, tandis que les services aux particuliers décrochent nettement.

- 3 409

D'après les données provisoires publiées par l'Insee, 313 931 enfants sont nés au cours du premier semestre 2026. C'est 3 409 de moins qu'à la même période en 2025 (-1,3 %). Un nouveau recul qui confirme la tendance baissière de la démographie française enregistrée ces dernières années et le décrochage des naissances par rapport au volume en hausse des décès. Un plus bas jamais enregistré depuis 1942 qui marque le vieillissement à l'œuvre de la population et donc la baisse du nombre d'actifs.

+ 0,2 %

Selon les dernières estimations de la Banque de France, le PIB devrait progresser de 0,2 % au cours du 3^e trimestre 2026. Une hausse équivalente à celle du deuxième trimestre, principalement soutenue par la dynamique des services marchands (+0,3 %), qui, rappelons-le, représentent 59 % du PIB français. La Banque de France rappelle, toutefois, que cette prévision pourrait être remise en cause par les effets économiques, encore difficiles à évaluer, de la canicule qui a frappé notre pays tout au long du mois d'août.

209 Md€ de participations

Malgré un niveau de dette élevé, notre pays conserve un grand nombre d'actifs, notamment des parts d'entreprises. Des actifs administrés par l'Agence des participations de l'État (APE) qui dans son dernier rapport recensait 209 Md€ de participations dans pas moins de 86 structures. Un portefeuille qui a généré près de 2,5 Md€ de dividendes pour l'année 2024.

Les parts de l'APE dans les entreprises cotées représentaient, fin juin 2025, 67,9 Md€, soit 32 % de la valeur du portefeuille global de l'APE. Une valeur qui a augmenté de 39,1 % entre juin 2024 et juin 2025 (contre seulement 5,8 % pour le CAC 40), précise le rapport annuel.

Les secteurs les plus représentés dans le portefeuille des entreprises cotées sont l'aéronautique et la défense (62,5 %). L'APE détient ainsi 10,8 % d'Airbus, 26,6 % de Thales ou encore 11,2 % de Safran.

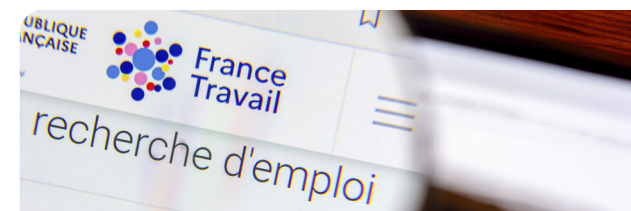
Pour le reste, l'essentiel du portefeuille de l'APE (68 %) porte sur des entreprises qui ne sont pas cotées. Certaines sont détenues à 100 % par l'État via l'APE. C'est le cas notamment de la SNCF, d'EDF et de la RATP. Dans d'autres, l'APE est majoritaire comme pour Orano (90 %), Areva (99 %), Naval Group (62 %) ou encore Bpifrance (50 %), ou minoritaire avec La Poste (34 %).

Le chômage poursuit sa hausse en France

À 8,3 % de la population active, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point au cours du deuxième trimestre et de 0,7 point sur un an, précise l'Insee. La France compte ainsi 620 000 chômeurs de plus sur un total de 2,7 millions. Cette hausse suit celle de +261 000 chômeurs enregistrée au cours du premier trimestre et amène le taux de chômage de notre pays à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre

2020. Toutes les tranches d'âge sont concernées mais celle des 15-24 ans est la plus affectée (+0,4 % sur le trimestre et +2,5 % sur un an). Comme au premier trimestre, cette hausse souligne un ralentissement

de la croissance française mais s'explique aussi par le vieillissement de la population et les récentes réformes de l'assurance-chômage qui ont systématisé l'inscription de certains chômeurs à France Travail.



YELLOW BATAADBE STOCK

Composants IT : quand la flambée des prix bouleverse la gestion projet

La hausse des prix des composants informatiques — RAM, SSD, serveurs — bouleverse la gestion des projets IT. En France, l'Insee relève déjà une hausse de 6,34 % sur les ordinateurs entre janvier et mai 2026, et ce chiffre sous-estime la réalité : il absorbe encore les stocks constitués par les constructeurs avant la flambée. Le phénomène, baptisé « ramaggeon » dans la presse spécialisée, est alimenté par la course mondiale à l'IA et les tensions géopolitiques. Sur certains équipements, les hausses peuvent doubler le prix initial.

Les PME et TPE sont les premières exposées. Pour les ESN qui les accompagnent, l'approche traditionnelle — remplacer systématiquement les équipements par du neuf — n'est plus tenable. Une nouvelle logique s'impose : cartographier précisément le parc existant, identifier les sous-utilisations, prioriser les projets à forte valeur ajoutée et parier sur la mise à niveau plutôt que le remplacement. Le matériel reconditionné s'impose dans ce contexte comme une alternative sérieuse : équipements disponibles rapidement, tarifs compétitifs, et bénéficie RSE à la clé. Ce qui était perçu comme un pis-aller devient un levier stratégique à part entière. La contrainte budgétaire, paradoxalement, accélère une rationalisation que les entreprises auraient dû engager bien plus tôt.

Data centers IA : un cadre pour les normes

Trois organismes américains, NEMA, ASHRAE et PNNL, publient un référentiel commun pour les data centers IA, regroupant en un seul document plus d'une douzaine de normes jusqu'ici dispersées. Objectif : mettre fin aux conceptions anarchiques nées de la pression des délais. Priorité technique affichée : le passage au courant continu haute tension. Mais les normes pour alimenter les racks en courant continu de 800 volts ne sont pas encore stabilisées — illustration parfaite d'une industrie qui avance plus vite que ses standards.



Les réseaux d'entreprise, talon d'Achille de l'IA

Selon une étude Cisco auprès de 204 décideurs IT français, 76 % anticipent que leurs réseaux atteindront leurs limites sous l'effet de l'IA agentique dans les deux ans, alors que seuls 17 % s'estiment prêts. Les agents IA génèrent des flux continus et imprévisibles que des réseaux conçus pour un trafic linéaire ne peuvent absorber. Côté sécurité, 93 % peinent à suivre l'évolution des menaces et 70 % signalent de nouveaux angles morts. Réseau, observabilité et sécurité ne sont plus des fonctions support : ce sont désormais les prérequis de l'IA agentique.

AWS et Azure

La Commission européenne veut désigner AWS et Azure comme « contrôleurs d'accès » au titre du règlement sur les marchés numériques (DMA). Les deux groupes n'atteignent pas les seuils quantitatifs habituels, mais Bruxelles invoque leur influence qualitative : clients captifs, coûts de migration prohibitifs, offres d'IA déterminantes. Si cela est confirmé fin 2026, ils auront six mois pour se plier aux obligations du règlement : interopérabilité, fin de l'autopréférence et des pratiques de verrouillage. Le message est autant politique que juridique : l'UE refuse de laisser les clés de son infrastructure numérique — et demain d'IA — entre les seules mains de deux entreprises américaines.

Former les développeurs juniors à l'ère du vibe coding

L'IA générative a rebattu les cartes de la formation des développeurs débutants. Aux États-Unis, le recrutement des juniors a reculé de 20 % depuis ChatGPT, les employeurs préférant des tandems IA-seniors. En France, l'effet d'éviction n'est pas encore là, mais les tech leads doivent repenser leur pédagogie. Le risque principal a un nom : le cognitive offloading. En déléguant leur réflexion à l'IA sans en comprendre les résultats, les juniors accumulent des succès assistés sans acquérir de vraies compétences. La réponse est unanime : imposer des phases sans IA et ancrer les fondamentaux du « software craftsmanship » avant toute adoption des outils de vibe coding.

Une fois les bases acquises, la revue de code se fait en deux temps : IA d'abord pour les oublis courants, senior ensuite pour la compréhension. Le principe cardinal est qu'aucune suggestion ne soit validée sans être comprise. Ainsi, l'IA peut jouer le mentor 24h/24, à condition que le junior garde la main sur l'évaluation. Néanmoins, cette révolution présente un paradoxe : sur le terrain du prompt engineering, juniors et seniors se retrouvent à égalité et parfois même, les débutants font preuve de plus d'agilité.

Une gigafactory IA à 5 milliards d'euros aux portes de Paris

Ardian et sa filiale Verne vont construire un campus de calcul dédié à l'IA en Île-de-France : 5 milliards d'euros, 500 mégawatts en cible, première tranche de 200 MW attendue dès 2030. Bouygues, EDF et RTE sont associés au projet. Les hyperscalers — AWS, Azure, Google Cloud — constituent la cible commerciale prioritaire, avec de premières marques d'intérêt déjà sécurisées. Le projet s'inscrit dans le consortium AION qui mise plus de 10 milliards d'euros pour déployer un gigawatt de capacités de calcul en France, candidate aux gigafactories d'IA de la Commission européenne.



IA : la facture des tokens explose les budgets

La tarification par token devient le modèle dominant de l'économie IA et elle coûte bien plus cher que les anciens forfaits. Uber a consommé l'intégralité de son budget 2026 pour Claude Code en quelques mois, Microsoft a fait machine arrière sur le même outil après l'avoir déployé auprès de milliers de développeurs. La fin du « buffet à volonté » est actée.

Le paradoxe est brutal : le coût unitaire des

tokens baisse depuis 2023, mais les dépenses totales explosent. L'essor de l'IA agentique, boucles, réessais, fenêtres de contexte élargies, démultiplie les volumes. Goldman Sachs anticipe ainsi un passage de 6 à 120 quadrillions de tokens d'ici 2030. Et la baisse des prix ne suivra pas : pénuries de GPU et contraintes énergétiques stabilisent les tarifs jusqu'en 2028.

Face à cette mécanique, mesurer le « coût par token » ne suffit plus. SAP a dû extraire ses données manuellement avant de formaliser un cadre FinOps IA en trois piliers : visibilité des dépenses, efficacité d'utilisation, valeur générée par cas d'usage. Le principe : chaque token doit justifier son coût. Sans ce pilotage, le risque est simple — des budgets qui doublent certains mois, pour des usages dont personne ne peut démontrer le retour.



MO TAMER HOSSAIN - STOCK.ADOBE.COM

Souveraineté numérique : le Cigref tire la sonnette d'alarme

Le terme « souveraineté numérique » est partout et c'est précisément le problème. À force d'être apposé sur des produits et des clouds comme un label marketing, il a perdu toute précision opérationnelle. Le Cigref publie une note pour remettre les concepts à leur place et pointer ce que le secteur appelle désormais le « sovereign washing ».

La distinction est fondamentale. La souveraineté n'est pas une qualité que l'on colle à un fournisseur : c'est une compétence d'ordre politique, qui suppose une

puissance publique capable de décider, réguler et arbitrer. Les entreprises, elles, ne sont pas souveraines : elles construisent leur résilience. Les citoyens et petites structures développent leur autonomie numérique. Trois notions, trois ordres de responsabilité distincts.

Confondre les deux premiers crée un glissement dangereux : les entreprises compensent des vulnérabilités systémiques que l'État ou l'UE renonceraient à arbitrer. Le Cigref appelle à un partage clair — l'État assume sa puissance publique, les

entreprises mesurent leur résilience via une diversification des fournisseurs et un renforcement des capacités européennes. Un cadre utile bien au-delà des grands groupes : les ETI et PME prestataires subissent les mêmes risques, sans toujours disposer des outils pour les nommer.



FLORENCE PIOT - STOCK.ADOBE.COM

RAG d'entreprise : comment propager le modèle de droits (RBAC) jusqu'au LLM

Sécuriser l'IA pour qu'elle ne divulgue aucune donnée hors du périmètre autorisé de l'utilisateur.





JORDAN LYE-GETTYIMAGES

ERP et IA : la valeur d'abord, la technologie ensuite

L'IA insuffle agilité et personnalisation dans l'ERP. Mais cette souplesse, si elle n'est pas gouvernée, fragmente le socle de l'entreprise. Pour la DSI, l'enjeu est de déterminer où l'adaptation crée un gain mesurable pour les métiers sans sacrifier la cohérence de l'architecture.

Un ERP est redoutablement efficace pour exécuter le standard : enregistrer, rapprocher, planifier, déclencher, consolider. Là où cela se complique, c'est dès qu'un cas sort du cadre prévu : facture incomplète, commande atypique, litige fournisseur, demande client non conforme au processus, rupture imprévue. C'est précisément sur ce terrain que l'IA change la promesse. Pour réussir son intégration, le point de départ ne doit pas être la technologie, mais la valeur recherchée. Dans ce nouveau contexte, la DSI ne se contente plus de déployer un ERP performant, il doit qualifier ce qui mérite d'être adapté, et dans quelles limites.

S'assurer de la qualité des données

Au fil des années, l'ERP d'une entreprise a accumulé un nombre considérable de données. Leurs règles de saisie ou les formats de fichiers qui les abritent ont souvent évolué. L'accumulation de doublons, d'erreurs ou de champs non remplis corrompt une partie des données historiques et constitue un sérieux obstacle à l'intégration de l'IA dans l'ERP. L'audit du patrimoine des données est donc un prérequis essentiel. L'IA peut faciliter l'enrichissement initial des bases mais elle ne dispense pas les collaborateurs d'une saisie rigoureuse au quotidien. La DSI et les managers doivent veiller au bon niveau de formation et à la discipline des collaborateurs.

Privilégier la valeur à l'ultra-personnalisation

Il est crucial de distinguer l'adaptation métier indispensable de la personnalisation de confort. Cette rigidité assumée par la DSI garantit la pérennité du système, particulièrement lors de l'intégration de nouvelles contraintes

réglementaires. Le besoin métier doit être compris et circonscrit afin de déterminer un cas d'usage opérationnel et de mettre en place des indicateurs objectifs de réussite. Quel irritant métier veut-on supprimer ? Quel délai souhaite-t-on réduire ? Quelle charge administrative peut être allégée ? L'évaluation du retour sur investissement doit également intégrer le modèle économique de l'IA. Son utilisation consommant souvent des crédits à la requête, le gain de temps opérationnel ou les opportunités de création de valeur doivent compenser le surcoût financier pour justifier le déploiement (voir encadré).

Automatiser sans perdre le contrôle

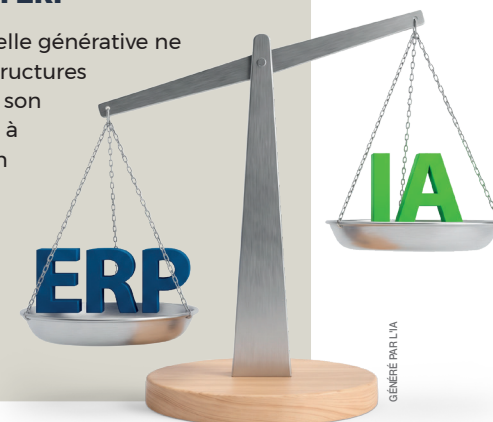
Mise à jour des données de vente en temps réel, alertes de réapprovisionnement, adaptation des plannings de production en fonction du besoin... Les promesses de l'automatisation sont nombreuses. Mal cadrée, cette dernière peut entraîner la diffusion d'erreurs à grande échelle si les données sont de mauvaise qualité. Le sujet

7,33 Md\$

Le marché de l'IA dans les ERP est estimé à 7,33 milliards de dollars par le cabinet Precedence Research. L'automatisation des tâches répétitives et l'analyse des documents non structurés portent sa croissance.

Ne pas sacrifier l'ERP

L'engouement pour l'intelligence artificielle générative ne doit pas se faire au détriment des infrastructures traditionnelles. Choisir entre moderniser son ERP ou financer des projets d'IA conduit à une impasse stratégique. La réussite d'un projet d'IA repose d'abord sur la santé de son socle transactionnel. Pour qu'un agent intelligent puisse automatiser un processus ou recommander une décision, il exige des données propres, des référentiels stables et des processus rigoureusement structurés.



GÉNÈRE PAR L'IA

À l'usage ou au forfait

Les éditeurs embarquent souvent des assistances IA simples dans la licence et proposent des forfaits pour des tâches plus complexes. Le *pay as you go* est réservé à la configuration d'assistants personnalisés et la connexion de vos propres clés API.

clef est celui de la gouvernance de l'IA : que peut-on automatiser complètement ? Où faut-il maintenir une validation humaine ? Comment garantir la traçabilité, l'auditabilité et la possibilité de corriger ?

Accélérer les évolutions sans créer une dette nouvelle

L'accélération du prototypage et l'extension du low code réduisent les cycles d'amélioration de l'ERP, mais la discipline d'ingénierie est essentielle à la réussite, sans quoi la dette technique risque de s'alourdir. Les revues de code générées par l'IA doivent être appréciées selon des standards spécifiques, les prompts utilisés en production documentés et versionnés et les contrôles qualité intégrés dès le début de la chaîne CI/CD. La DSI

doit intégrer dans le processus de gouvernance une gestion proactive de la dette en documentant tous les compromis techniques effectués et en estimant leur coût.

Simplifier l'accès sans invisibiliser les règles

La possibilité d'effectuer des recherches en langage naturel, la mise en place d'interfaces conversationnelles et plus intuitives réduisent la courbe d'apprentissage et facilitent l'adoption de l'ERP. Mais cette fluidité peut également encourager des pratiques nocives pour l'entreprise, comme l'accès facilité à des données sensibles ou la dégradation de données. La DSI doit ainsi veiller à discriminer les accès, rendre lisibles les règles et garantir les exigences de conformité.



Le coût de la supervision humaine

C'est l'angle mort des budgets IA. L'équation économique ne se résume pas au coût des licences ou à la consommation de jetons. Automatiser des tâches n'entraîne pas la disparition du travail humain. Il faut désormais auditer les sorties, surveiller les dérives algorithmiques et

intervenir en reprise sur les cas non qualifiés. Une partie des gains promis va se déplacer vers ces tâches de supervision qui revêtent une importance critique. Plus l'usage gagne en autonomie, plus la DSI doit anticiper son essor et provisionner les coûts.

5 cas d'usage pour industrialiser l'IA dans l'ERP

1. COMMERCE

Sécuriser et accélérer la réponse client

Avec un accès en temps réel aux référentiels de stocks, à l'historique des commandes et aux grilles tarifaires, l'IA peut aider les équipes commerciales à formuler des propositions plus rapides et plus fiables. Elle fluidifie l'accès à l'information commerciale et réduit le temps de réponse aux appels d'offres.



la stricte confidentialité des données personnelles.

2. FINANCE

Automatiser le traitement des factures fournisseurs

Dans beaucoup d'ETI, le traitement des factures fournisseurs reste un point de friction. Un moteur OCR permet d'extraire automatiquement les données de factures, bons de commande ou reçus pour les injecter directement dans le système de gestion, réduisant ainsi la saisie manuelle et les erreurs. L'IA peut aussi faire remonter les anomalies les plus probables.

3. RH / JURIDIQUE

Simplifier l'onboarding et les démarches des collaborateurs

Un assistant IA branché sur les workflows et la base documentaire sécurisée de l'ERP facilite les démarches administratives quotidiennes des collaborateurs. Il allège sensiblement la charge des équipes RH et accélère les parcours d'intégration des nouveaux arrivants. Attention à garantir

4. LOGISTIQUE

Anticiper les risques de rupture par l'analyse prédictive

Mieux anticiper les tensions d'approvisionnement est l'un des gains les plus tangibles attendus d'un ERP enrichi par l'IA. En croisant l'historique des données internes et les informations externes transmises par les fournisseurs et les prestataires logistiques via des API, l'outil détecte en amont les risques de rupture ou de surstock. Il suppose d'interfacer des écosystèmes hétérogènes.

5. PRODUCTION

Optimiser la priorisation des flux

En combinant en continu les niveaux de stocks disponibles, les contraintes de transport, la charge des machines et les urgences commerciales, l'IA peut ordonnancer les ordres de fabrication et les flux logistiques en temps réel. Ce qui simplifie les plannings et améliore le taux de service client.

Carbone & IA : l'open source au secours du reporting

L'empreinte de la GenAI (vidéo, image) reste un angle mort face aux exigences de la CSRD ou de l'AI Act. Pour y remédier, 9 leaders européens (Publicis, Renault, L'Oréal...) lancent l'alliance GenAI Footprint. Ils développent un outil open source mesurant l'impact énergétique exact des modèles génératifs. Pour le DSI d'ETI ou de PME, l'aubaine est double : intégrer un standard de mesure auditable et gratuit pour sécuriser son reporting Green IT, et objectiver le coût carbone du « AI Shadow » créatif pour responsabiliser les directions métiers.



ALPHINESTRA - STOCK.ADOBE.COM

Souveraineté IA : 3 impératifs pour le DSI

Selon l'étude *The calculus of AI sovereignty* d'IBM, 84 % des dirigeants français ignorent leurs dépendances IA et 70 % sont déjà captifs de leur fournisseur. Trois constats s'imposent. Risque vital : une panne de 7 jours de l'IA principale paralyserait 82 % des entreprises. Gouffre FinOps : exécuter un modèle loin des données qu'il traite multiplie par 2,8 le coût des tokens. Rapatrier l'exécution est critique. Souveraineté sélective : l'indépendance totale est une chimère. La parade consiste à segmenter ses usages par criticité : imposer la réversibilité stricte sur le cœur de métier, et assumer la dépendance sur la commodité.

Dirigeants de PME et ETI non formés à l'IA : le DSI paie le prix

Selon General Assembly, filiale de The Adecco Group, spécialisée dans les métiers du digital, plus d'un tiers des dirigeants n'ont suivi aucune formation IA. Pour leurs DSI, l'asymétrie se paie au prix fort. D'abord par un vide de gouvernance : la transformation IA est réduite à un simple déploiement d'outils. Sans un DG pour l'incarner, le changement se heurte aux silos et le DSI hérite de la responsabilité sans le pouvoir. Ensuite, par un paradoxe sécuritaire. Éblouie par la productivité (réelle ou visée), l'entreprise adopte l'IA plus vite qu'elle ne la sécurise. Le DG ignore la dette cyber et laisse le DSI gérer seul

la menace du Shadow AI. Enfin, par une crise de confiance. Face aux livrables, un patron non acculturé ne distingue pas la réflexion humaine de l'algorithme, pouvant nourrir une paranoïa décisionnelle.

L'urgence pour le DSI est politique : s'imposer comme le mentor de sa direction. Acculturer aux cas d'usage, chiffrer les risques, conduire le Comex à manipuler l'IA... C'est l'unique moyen d'en refaire un sponsor éclairé. Tout cela appelle au traitement d'un sujet clé : la formation à l'IA spécifique aux dirigeants. Elle pourrait générer l'émergence d'outils d'IA dédiés aux dirigeants.

RPA et IA agentique : changer d'échelle sans perdre le contrôle

La RPA excelle avec les workflows stables et répétitifs, mais bute sur la variabilité des données et la complexité des arbitrages métiers. C'est sur ce point qu'intervient l'IA agentique. Là où la RPA s'arrête, l'agent raisonne, décide et agit sur les processus à forte incertitude comme la gestion des exceptions, les données non structurées ou les interactions multi-systèmes.

L'architecture la plus efficace orchestre donc ces deux technologies. L'agent explore et cartographie le processus ; la RPA l'exécute de manière déterministe. Puis l'agent reprend la main sur les exceptions et réanalyse la situation en mode self-healing.

Cette approche hybride réduit drastiquement le coût en tokens : un agent qui tâtonne dans un SI coûte exponentiellement plus cher qu'un bot RPA sur un workflow stable.

Dès lors, trois chantiers s'imposent avant tout déploiement. Cartographier les processus à forte variabilité où l'IA apporte une valeur réelle. Auditer la qualité des données. En effet, un agent mal alimenté industrialise l'erreur, silencieusement. Enfin, définir les points de contrôle humain avant toute action irréversible.



INSTUDIOX - STOCK.ADOBE.COM

Bercy se dote d'une direction dédiée à l'IA

Le ministère de l'Économie crée une Direction de l'intelligence artificielle et du numérique pour centraliser des initiatives jusqu'ici éparpillées entre DGFIP, DGDDI, DGE et DINUM. Objectif : définir une feuille de route commune, mutualiser les ressources et

positionner l'État comme un acteur exemplaire de l'IA responsable. Les chantiers prioritaires sont clairs : valorisation des données publiques pour entraîner des modèles performants, souveraineté technologique via des solutions cloud européennes, et conformité à l'AI Act — transparence des algorithmes, gestion des biais, sécurisation des systèmes. Sur le plan opérationnel, Bercy mise sur l'IA pour automatiser les procédures et améliorer la qualité de service. Des cas d'usage sont déjà identifiés : détection d'anomalies fiscales, copilotes IA pour les agents, analyse prédictive pour orienter les contrôles. Un signal institutionnel fort, qui traduit la volonté de piloter la transformation numérique de manière structurée plutôt qu'au fil des initiatives.



GÉNÉRÉ PAR L'IA

Sans RSSI, quelle posture cyber pour le DSI ?

Le DSI d'ETI ou de PME cumule les responsabilités cyber sans en avoir toujours les moyens.

Une posture efficace repose moins sur des outils que sur trois principes de gouvernance, passés en revue avec Justine Sanchez, DSI d'Altema, ETI industrielle établie en Alsace.

Arbitrer par le risque, pas par la norme

Par-delà les référentiels théoriques, l'approche la plus pragmatique repose sur une matrice à quatre entrées : impact sur l'activité, probabilité, exposition réelle, coût de mise en œuvre. L'objectif : investir sur les mesures à fort rendement et assumer d'écarter le reste. Sur cette base, trois fondamentaux passent ce filtre, constate Justine Sanchez sur la base de son expérience : maîtrise stricte des identités (MFA généralisée, aucun compte générique, révocation immédiate des accès des collaborateurs sortants ; restauration effective des sauvegardes, testée et pas seulement documentée ; culture de la vigilance, entretenue par des campagnes de phishing simulées et des formations pour l'ensemble du personnel.

Externaliser en restant souverain

La ligne de partage doit être explicite : le prestataire détecte et alerte, l'entreprise analyse et décide. Mais cette délégation ne fonctionne qu'à une condition, souligne Justine Sanchez : que le prestataire connaisse déjà les actifs critiques, les dépendances et les priorités métiers de l'entreprise. En cas d'incident, c'est le DSI qui gouverne. Pour disposer des arguments les plus solides face à la direction générale, la feuille de route cyber gagne à être construite à trois voix :

le prestataire IT pour le comment, le cyber-assureur et le commissaire aux comptes pour le quoi.

Convaincre, puis s'entraîner

Face au Comex, traduire le risque en arrêt de production et perte d'exploitation est le seul levier qui transforme une dépense technique en décision stratégique. L'investissement doit couvrir les deux dimensions : le préventif pour réduire la surface d'attaque, et le réactif pour garantir la reprise, l'un sans l'autre restant une posture incomplète. Les procédures écrites ne résistent pas au chaos d'un incident réel si elles n'ont jamais été testées.

Chez Altema, le PRA est ainsi testé en conditions réelles chaque année, en impliquant toutes les strates de l'entreprise.

Gouverner l'IA : même logique, même rigueur

Dans cet environnement, l'IA générative a ouvert une faille silencieuse : des collaborateurs saisissent des données sensibles sur des plateformes non maîtrisées. La réponse n'est pas l'interdiction, mais la fourniture rapide d'une alternative sécurisée. Un exemple parlant issu de l'expérience d'Altema : pour éviter que les commerciaux ne dictent leurs comptes rendus à des IA publiques, la DSI a déployé un outil vocal souverain qui met à jour le CRM et l'ERP et prépare la visite suivante à partir de l'historique client. Usage précis, données maîtrisées, bénéfice métier immédiat. C'est la même logique que pour le reste : définir le périmètre, maîtriser le risque, mesurer le bénéfice.



TSUNG-LIN WU - STOCKADORE.COM

Cyberassurance : en tirer parti tout en restant en maîtrise

Si l'assureur cyber est un partenaire de plus en plus présent, ses intérêts divergent de ceux de l'entreprise. Quand il standardise pour limiter son risque financier, la DSI doit maintenir l'exploitation malgré la dette technique, un SI hybride et des budgets contraints.

Dès lors, face à la multiplication des exigences, l'enjeu est de ne pas subir le questionnaire de souscription comme un outil binaire. L'objectif est ainsi de négocier un plan de remédiation et une trajectoire de conformité assumant des risques résiduels temporaires. En cas de sinistre,

le point majeur sera d'éviter la déchéance de garantie avec des éléments techniques attestant l'activation continue de vos défenses au jour J (logs intègres, revues de droits).

Cette contrainte peut être retournée à votre avantage. L'assureur est le « bad cop » interne idéal. Ses prérequis constituent un levier politique puissant pour négocier un budget au Comex ou opposer un veto à une direction métier exigeant un SaaS peu sécurisé.



Outils collaboratifs : sortir du piège du bundle avec Jamespot

Le déficit technologique européen est un mythe, l'enfermement est structurel. Alain Garnier, cofondateur de Jamespot, alertait récemment dans *Stratégies* : un Active Directory installé par commodité verrouille l'écosystème sous la pression tarifaire du bundle.

L'alternative a désormais atteint une masse critique. Avec 400 000 utilisateurs, Jamespot est la 1^{re} plateforme certifiée « Numérique France Garanti ». L'éditeur opère lui-même un SI à 80 % franco-européen. À VivaTech, le collectif souverain a prouvé sa pleine interopérabilité. Pour le DSI d'ETI, l'indépendance n'est plus un vœu pieux, c'est une parade architecturale efficace contre le « vendor lock-in ».

Computex 2026 : l'AI PC rapatrie vos données et sécurise les agents autonomes

Avec le CeBIT, le Computex est l'autre grand salon high-tech à suivre. Le signal à retenir de cette édition est le basculement massif vers l'exécution locale de l'IA, incarné par l'architecture RTX Spark de Nvidia. En dotant le PC d'une mémoire unifiée massive (jusqu'à 128 Go), il devient possible d'y faire tourner de lourds agents IA sans dépendre du cloud.

Pour les DSI, c'est une opportunité inespérée face au casse-tête de la confidentialité : les données sensibles de l'entreprise sont traitées par l'IA en restant confinées sur le poste de travail. Surtout, la très problématique gouvernance des agents autonomes trouve un début de réponse.

Via l'environnement OpenShell codéveloppé avec Microsoft, ces assistants locaux seront intégrés et sécurisés nativement sous Windows, promettant aux DSI de garder le contrôle de leurs actions via leurs outils de gestion de parc classiques.

RÉPONSES D'EXPERTS

vos enjeux, vos défis, notre quotidien



IA

Claude Code : peut-on lui déléguer le Run tout en gardant la main ?

Conçu pour le développement, Claude Code s'impose aussi en administration système. Doté d'un accès terminal, il exécute des commandes en boucle, lit et écrit des fichiers, et évalue les résultats, le tout piloté en langage naturel. Il excelle dans les tâches chronophages : analyse de logs d'un service défaillant, création de scripts de sauvegarde, nettoyage de partages réseau ou documentation de configurations. Une demi-journée de travail est réduite à une heure, libérant l'administrateur pour l'expertise pure. L'outil n'agit pas à l'aveugle : toute

modification système requiert une approbation humaine avant exécution. Ses autorisations sont granulaires, permettant d'automatiser les lectures (logs) tout en bloquant les actions critiques. Nouveautés de l'année : le suivi de session sur mobile et la coordination inter-agents entre machines distinctes. La réussite de son déploiement exige néanmoins une gouvernance stricte en amont : définition des serveurs cibles, des comptes de service alloués, du périmètre d'autonomie et de la traçabilité complète des actions (audit trail).

Réseaux

Quelle est la différence entre le SD-WAN et le SASE ?

Le SD-WAN (Software-Defined WAN) gère le réseau en exploitant plusieurs connexions (MPLS, fibre, xDSL, 4G/5G) pour sélectionner dynamiquement le chemin optimal pour chaque flux. Le routage s'adapte en temps réel aux performances (latence, perte de paquets) et à la criticité applicative, tout en centralisant les politiques et la segmentation inter-sites. Le SASE (Secure Access Service Edge) étend cette approche en fusionnant réseau et sécurité au sein d'une architecture cloud. Il intègre au SD-WAN des briques de sécurité



avancées (ZTNA, SWG, CASB, FWaaS). Au-delà de l'optimisation des flux, le SASE contrôle chaque accès selon l'identité de l'utilisateur, son terminal, sa localisation et le contexte. En somme, le SD-WAN pilote et optimise la connectivité, quand le SASE unifie connectivité et sécurité de bout en bout pour les environnements hybrides et les utilisateurs nomades.

Cybersécurité

Microsoft supprime le SMS comme second facteur sur 365 : par quoi le remplacer ?

Le 1^{er} février 2027, Microsoft abandonnera l'authentification par SMS et appel vocal sur Entra ID et donc sur Microsoft 365. Sans alternative enregistrée, l'utilisateur sera bloqué. Or, dans les PME, de nombreux comptes restent concernés, souvent à l'insu de la DSI.

Première alternative : le recours à une application d'authentification (Microsoft ou Google Authenticator). L'utilisateur conserve son mot de passe mais valide la connexion via notification ou code généré sur smartphone. C'est nettement plus robuste que le SMS, vulnérable aux interceptions.

Mais la méthode poussée par Microsoft, par défaut depuis septembre 2026, est la passkey. Basée sur une paire de clés cryptographiques, la clé privée reste physiquement confinée sur l'appareil (smartphone, Windows Hello, clé

FIDO2) et se déverrouille par biométrie ou code PIN local. Inutilisable sur un faux portail, elle neutralise le phishing. Atout majeur : la passkey ne complète pas le mot de passe, elle le remplace. Une fois les utilisateurs équipés, sa suppression définitive élimine les vols d'identifiants et les tickets de réinitialisation, conciliant sécurité maximale et confort utilisateur.



Pensé pour, par et avec les clients OCI

Exclusivement
réservé
aux clients du Groupe OCI

- ✓ Conforme avec les exigences légales (*Factur-X, archivage coffre-fort numérique, piste d'audit fiable*)

Plateforme agréée avec **ESKER**

- ✓ Solution française souveraine
- ✓ Support en France
- ✓ Factures clients et fournisseurs
- ✓ Simple et puissant à la fois

O'Work, c'est aussi la plateforme qui centralise
et automatise tous vos flux documentaires

